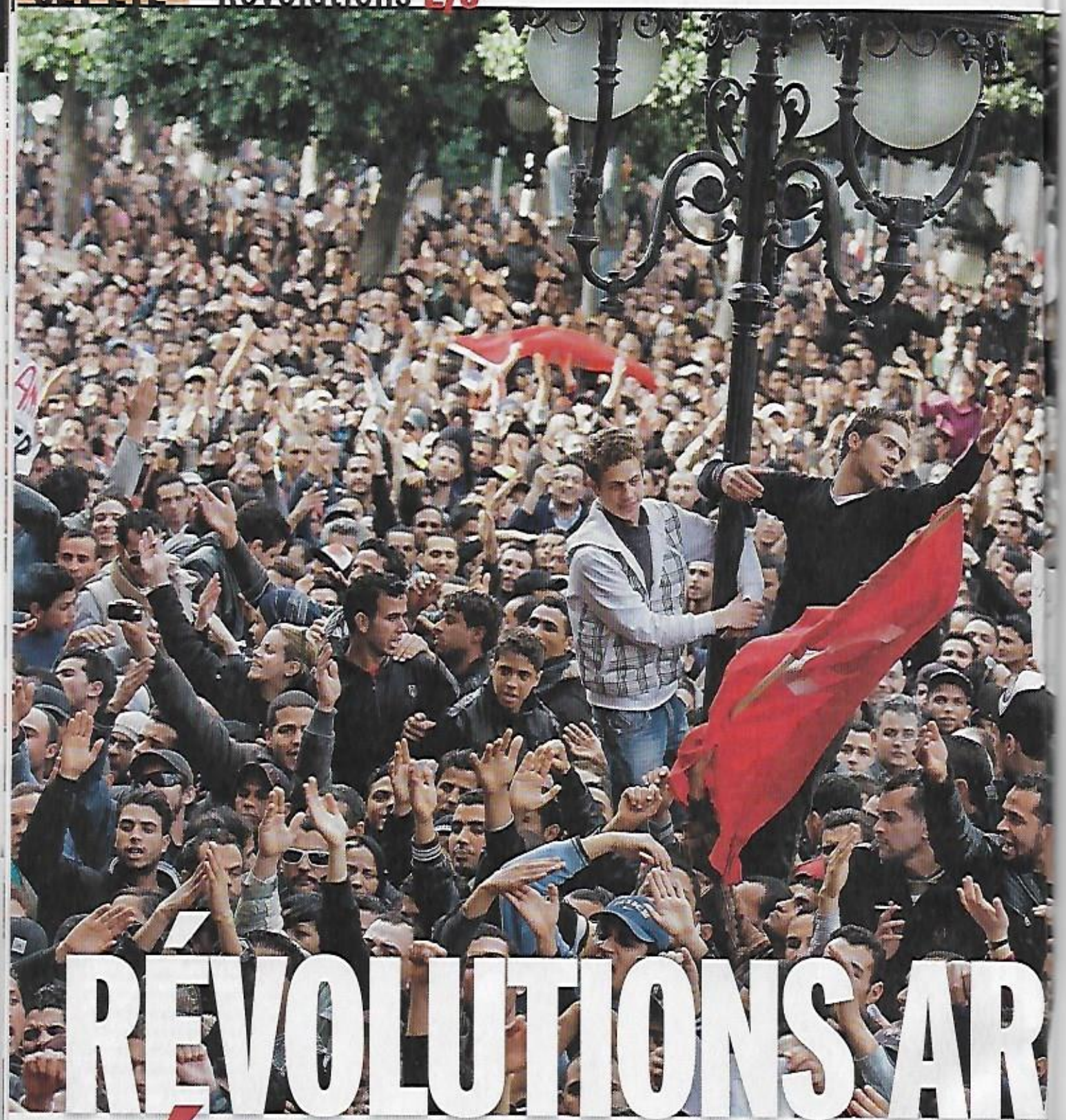


RÉVOLUTIONS AR

RÉVOLUTIONS TR



TUNIS
Le 14 janvier 2011, la population réclame le départ de Ben Ali.

zohra bensemra / reuters

BES, HIES

L'espoir fut immense, le désespoir est illimité. Dans le monde arabe, les révolutions ont embrasé les foyers de la souffrance et de la haine. Quelques clés pour comprendre cette trahison. **PAR MARTINE GOZLAN**

Si toute révolution est une insurrection de la liberté, pourquoi la terreur lui vole-t-elle aussi rapidement la vedette ? On avait oublié cette interrogation primordiale quand se produisit le renversement des astres, du Maghreb au Moyen-Orient, à l'orée de l'année 2011. L'enthousiasme que suscita cette fascinante explosion, à un ou deux mois, voire une ou deux semaines d'écart entre chaque pays, fut à l'aune de l'effroi qui suivit. Plus de six ans ont passé et, en dehors de la Tunisie (lire l'extrait du nouveau livre très éclairant de Hamadi Redissi, p. 73) le bilan est moins celui d'une renaissance que celui d'une agonie. De la Libye à la Syrie, en passant par le Yémen et l'Egypte, la pulsion révolutionnaire a soulevé le couvercle de tous les chaudrons qui bouillonnaient dans le monde arabe : islamisme, djihadisme, sectarisme, tribalisme, haine des minorités, haine des femmes.

SOUS LE MASQUE

Au commencement, Tunis, le 14 janvier 2011, brandit le drapeau de l'universel. C'est la seule capitale qui survivra au rêve, malgré les loups, à ses frontières, qui voudraient déchiqueter ce miracle. Logique : chaque pays répond à la révolution avec son tempérament. Quand la place Tahrir s'enflamme, les révolutionnaires du Caire n'ont pas seulement le visage juvénile qui nous a éblouis. Le masque se craquelle vite pour révéler les rides >

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Tunisie, le 14 janvier 2011. A Tunis, le président Ben Ali fuit le pays après les trois semaines de manifestations qui ont suivi le suicide par le feu d'un vendeur de légumes, Mohamed Bouazizi, à Sidi-Bouzid, le 17 décembre 2010. Le 23 octobre 2011, premières élections libres remportées par le parti islamiste Ennahda. Il quitte pacifiquement le pouvoir sous la pression populaire en janvier 2014.

Egypte, le 25 janvier 2011. La révolution de la place Tahrir commence, jusqu'à la démission du président Moubarak, le 11 février 2011. Le 23 juin 2012, la présidentielle est remportée par l'islamiste Mohamed Morsi. En juillet 2013, l'armée et l'opposition le chassent du pouvoir. Le maréchal Sissi est élu président en mai 2014.

Syrie, février 2011. Manifestations pacifiques pour réclamer des réformes politiques. Devant la brutalité de la répression, l'insurrection se radicalise et les groupes rebelles islamistes en prennent le contrôle avec l'aide des armes fournies par l'Arabie saoudite et le Qatar. Début d'une guerre civile qui fait 500 000 victimes.

Bahreïn, le 14 février 2011. Manifestations place de la Perle, réprimées par le régime avec l'aide de l'armée saoudienne.

Yémen, le 27 janvier 2011. Manifestations à Sanaa, départ du président Saleh, transition sous la houlette du nouveau président Hadi. En 2014, les Houthis (prochiites) refusent la fédération proposée par Hadi et marchent sur Sanaa. Guerre civile. En mars 2015, intervention d'une coalition sunnite dirigée par l'Arabie saoudite. Guerre en cours, 10 000 morts.

Libye, le 15 février 2011. Manifestations à Benghazi. Mars 2011, intervention de la coalition contre les forces de Kadhafi. Octobre 2011, Kadhafi est lynché et tué. De 2012 à 2017, les conseils de transition successifs échouent à unifier et gouverner le pays. Les milices font la loi, Daech avance ses pions.

> d'un passé mal couturé : Frères musulmans et militaires engagés dans une lutte sans merci depuis près d'un siècle, coptes persécutés depuis la triste nuit des temps sunnites, nostalgies nassériennes...

Contrairement à un proverbe trop facile, l'Histoire peut se répéter, et les révolutions arabes se sont déroulées selon un même schéma.

MAUVAIS TERREAU

L'Egypte a joué à nouveau son grand jeu entre l'islamiste Mohamed Morsi, héritier des primo-djihadistes exécutés par Nasser, et le maréchal, ce Sissi qui permet au peuple de fantasmer une réincarnation de l'homme qui nationalisa le canal de Suez. La Libye, qui n'a jamais été un Etat mais un agrégat de clans irascibles, s'est retrouvée, après la mort de son dictateur, livrée à sa nature originelle. *« Dès le début de la rébellion, les membres du Conseil national de transition sont choisis sur une base tribale et régionale »*, explique Hamadi Redissi. Réfractaire à toute idée d'unité, la Libye est aujourd'hui le terrain de jeu des milices et de l'Etat islamique. Le Yémen, lui, s'est retrouvé otage de ses divisions confessionnelles et de son malheur géographique. Le pays est collé au flanc de l'Arabie saoudite : Al-Qaïda lorgne sur ses deux tiers sunnites, et l'Iran sur son tiers chiite. Les révolutionnaires de Sanaa rêvent de liberté dans l'unité mais le réel fracturé va reprendre ses droits : insurrection chiite, intervention sunnite saoudienne. Tout un peuple, le plus pauvre de la planète, agonise désormais entre les bombes et le choléra. La faute à la révolution ? Certes, non. Mais, comme ailleurs, le printemps arabe a fleuri sur un terreau malade et ses pétales enivrants se sont vite changés en fleurs du mal. A Bahreïn,



ekam al-fetori / reuters

LES LARMES AMÈRES DES FEMMES

Dans son récit *l'Automne des femmes arabes* (H & O éditions), paru en mars 2013, notre amie Djemila Benhabib fustige *« le détestable relativisme culturel qui tend à détacher les luttes des femmes arabes de celles de leurs consœurs dans le monde pour les larguer dans l'abîme du sous-développement, de la domination et de la soumission »*. Effectivement, le regard porté sur les bouleversements au Maghreb et au Moyen-Orient fut d'une grande complaisance pour le credo islamiste qui avait pris le pouvoir en Tunisie et en Egypte. Les SOS féminins venant de Tunis se perdaient dans un océan de bienveillance pour les nouveaux maîtres d'un pseudo-« islam modéré » qui n'en cajolait pas moins les salafistes adorateurs du voile intégral. En Libye, dans les premiers mois de la « transition démocratique », on ne broncha pas devant l'introduction de la charia dans la nouvelle Constitution. De même, on occulta les viols sur la place Tahrir, lesquels résumaient la condition des Egyptiennes. C'est ce que dénonça en 2015 la journaliste Mona Eltahawy dans *Pourquoi le Moyen-Orient doit faire sa révolution sexuelle* (Belfond). Elle-même emprisonnée, agressée sexuellement, elle se bat contre les « tests de virginité » imposés par l'armée aux manifestantes arrêtées et contre l'excision qui mutile les trois-quarts des Egyptiennes ! Pourtant, cette pratique atroce est interdite par la loi depuis 2008, mais le conditionnement de l'opinion est le plus fort. Les Frères musulmans, au pouvoir puis dans l'opposition, soutiennent la mutilation des femmes malgré son inexistence dans le Coran. En décembre 2011, nous avions rencontré, au Caire, une candidate islamiste, Omaima Kamel, qui, malgré son statut de médecin, défendait *« le côté thérapeutique de l'excision dans certains cas »*... Avec de telles révolutionnaires, l'Eve arabe pleure des larmes amères. ■



principauté majoritairement chiite gouvernée par un roitelet sunnite, l'insurrection de la place de la Perle n'a pu résister à la violence de la riposte de l'Arabie saoudite, venue à la rescousse. En Syrie, enfin, tout ce qui pourrissait sous le vernis de la dictature baasiste a émergé, comme en Irak, lors de l'intervention américaine contre Saddam Hussein. La révolution se métamorphosa en guerre civile à la vitesse de l'éclair.

Pendant plus de deux années, dans la plupart des médias parisiens, on n'eut pas le droit de le dire et de l'écrire tant, en Occident, perdurait le romantisme du Grand Soir arabe. Empoisonnées par le passé de peuples asservis à Dieu, au tyran et au clan, instrumentalisées par les ambitions des grandes puissances, ces révolutions furent ainsi doublement trahies. ■ M.G.

La semaine prochaine : la révolution haïtienne



hassene dridi / ap / sipa

EXTRAITS

ARMES AU POING
De jeunes combattants libyens anti-Kadhafi brandissent les armes qu'ils disent avoir trouvé près de Syrte, après la prise de la ville par leur camp, le 27 septembre 2011. Daech n'aura qu'à se servir.

L'EXCEPTION TUNISIENNE

Toutes les révolutions arabes ont échoué sauf en Tunisie, explique l'essayiste Hamadi Redissi dans son dernier livre, *l'Islam incertain* (Cérès éditions). Voici pourquoi.

La Tunisie se prévaut d'avantages indéniables : une relative prospérité, une homogénéité ethnique, une classe moyenne et une culture civique. Et davantage : des élites civiles disposées au compromis. Mais l'exemplarité du pays vient de loin, de la nature d'une modernisation sécularisée. De son histoire, qui l'a faite perméable aux idées nouvelles. Le compromis a prévalu à deux reprises. Une première fois, lors de la phase 1 de la transition (janvier-octobre 2011). Force contre force, l'Etat résiste mais plie devant une société dont on a souvent raillé la docilité mais qu'on découvre étonnamment indisciplinée. Discréditée, l'élite dirigeante multiplie les concessions non seulement dans l'espoir de survivre au cataclysme, mais également parce qu'elle est formée d'un personnel disposé au compromis. Pour leur part, quoique clivées, les élites alternatives passent du radicalisme à la modération. La commission politique ou la « haute instance » chargée des réformes en est la matérialisation. Composée de 155 membres représentant trois acteurs civils (les partis politiques, les organisations non gouvernementales et des personnalités indépendantes), elle intègre les protestataires. En Egypte, c'est le Haut Conseil des forces armées qui gère la phase intérimaire à partir du départ de Moubarak (février 2011). La déclaration constitutionnelle (mars 2011), complétée en juin 2012, accorde à l'armée des pouvoirs exorbitants, y compris des compétences législatives. L'armée laisse filer le rapport de force entre islamistes et séculiers, après l'élection de Morsi (juin 2012). En juillet 2013, elle fomente un putsch au moment même où la Tunisie choisit une deuxième fois le dialogue. La crise de juillet 2013, consécutive au meurtre du député Brahmi, aurait pu anéantir le processus démocratique si les élites n'avaient pas été suffisamment avisées pour engager des tractations. Elles sont menées par un quartette formé de quatre organisations (l'Union générale des travailleurs tunisiens, l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, l'ordre des avocats et la Ligue tunisienne des droits de l'homme). L'esprit de compromis l'emporte sur la logique conflictuelle. La société civile, forte de près de 18 000 associations, s'est également montrée intraitable ; les femmes tunisiennes – le contingent le plus évolué de la société –, plus émancipées et plus déterminées. Les islamistes tunisiens engagés dans un programme de « déradicalisation » ont fini de guerre lasse par accepter la démission du gouvernement et le parachèvement des travaux de la Constituante. [...] Si, en Egypte, le vainqueur emporte tout, en revanche, la Constitution tunisienne est l'œuvre de la « raison publique », le produit d'une délibération contradictoire. Fruit d'un compromis à large échelle, elle maintient les fondamentaux d'une Tunisie demi-sécularisée. Le contraste avec les autres pays est frappant : la Tunisie évacue la charia, maintenue dans les Constitutions du Yémen et de l'Egypte. Elle tranche aussi par l'adoption de la liberté de conscience, inscrite également dans la Constitution yéménite, mais conditionnée par le respect de la charia. En Tunisie, le compromis est motivé par la prudence. Il permet aux laïques et aux islamistes en désaccord de se voir chacun dans les dispositions qui lui conviennent. S'agit-il d'une double fondation consensuelle ou d'une contradiction non surmontée ? Les deux. C'est peut-être là le secret de la réussite tunisienne, quelque chose de plus sain et qui vient de loin. ■

Extrait de *l'Islam incertain. Révolutions et islam post-autoritaire* (Cérès éditions). Disponible sur www.ceres-editions.com.